

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/ROM/1
G/SCM/N/1/ROM/1
4 avril 1995
(95-0808)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

ROUMANIE

La Mission permanente de la Roumanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 15 mars 1995.

La Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres institutions spécialisées en Suisse présente ses compliments au Secrétariat de l'OMC et a l'honneur de communiquer au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires, conformément aux documents G/ADP/N/1 et G/SCM/N/1 du 30 janvier 1995, que les lois et réglementations roumaines en matière de lutte contre le dumping, et en rapport avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires, ainsi qu'à l'administration de ces lois et réglementations sont les suivantes:

- Décret n° 228/7 mai 1992 sur la protection des producteurs nationaux et du marché intérieur contre la concurrence déloyale résultant de l'importation de certains produits à des prix de dumping ou subventionnés, ainsi que d'exportations effectuées à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur;
- Arrêté n° 127/20 août 1992 du Ministère du commerce et du tourisme concernant le règlement intérieur de la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde;
- Arrêté commun n° 128/24 août 1992 du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances concernant le règlement d'application des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde.

Le texte intégral de ces lois et réglementations a été distribué dans le document GATT ADP/1/Add.9/Rev.1 du 14 avril 1993.

En conformité avec les dispositions de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les autorités roumaines informeront le Comité sur toute modification apportée aux lois et réglementations en rapport avec les dispositions dudit accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et réglementations.

DECRET

SUR LA PROTECTION DES PRODUCTEURS NATIONAUX ET DU MARCHÉ INTERIEUR
CONTRE LA CONCURRENCE DELOYALE RESULTANT DE L'IMPORTATION DE
CERTAINS PRODUITS A DES PRIX DE DUMPING OU SUBVENTIONNES,
AINSI QUE D'EXPORTATIONS EFFECTUEES A DES PRIX INFÉRIEURS
AUX PRIX PRATIQUES SUR LE MARCHÉ INTERIEUR

Le gouvernement roumain décrète ce qui suit:

Article premier - Les importations de produits effectuées à des prix inférieurs à leur valeur normale sont passibles de droits antidumping.

Par "prix inférieurs à la valeur normale" on entend un prix inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire sur le marché intérieur de l'exportateur, ou à défaut d'un tel prix:

- un prix inférieur au prix comparable le plus élevé d'un produit similaire lorsque celui-ci est exporté vers un pays tiers quelconque au cours d'opérations commerciales normales, ou
- un prix inférieur au coût de production du produit considéré dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable correspondant aux frais de commercialisation et aux bénéfices.

Article 2 - Des droits antidumping sont perçus à titre de compensation ou pour empêcher le recours à des prix de dumping pour les produits importés.

Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée pour le produit considéré.

Par "marge de dumping" on entend la différence entre le prix à l'exportation et les éléments mentionnés à l'article premier.

Article 3 - L'importation de produits bénéficiant de subventions à la production ou à l'exportation dans le pays d'origine ou dans le pays d'exportation, y compris les subventions pour le transport, est passible de droits compensateurs.

Par "droit compensateur" on entend le droit spécial perçu en vue de compenser toute subvention accordée, directement ou indirectement, dans le pays d'origine ou dans le pays d'exportation aux fins de la fabrication ou de l'exportation d'un produit.

Le montant du droit compensateur ne dépassera pas le montant estimé de la subvention accordée, directement ou indirectement, dans le pays d'origine ou dans le pays d'exportation aux fins de la fabrication, de l'exportation ou du transport du produit.

Article 4 - Lorsque l'importation de certains produits est effectuée en quantité telle ou à des conditions telles qu'elle porte ou menace de porter un préjudice important aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, des mesures de sauvegarde peuvent être adoptées.

Les mesures de sauvegarde peuvent être appliquées sous forme de surtaxes ou de restrictions quantitatives à l'importation (contingents).

Les surtaxes à l'importation appliquées pour des raisons de sauvegarde sont instituées par décret, sur proposition conjointe du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances.

Les restrictions quantitatives à l'importation appliquées pour des raisons de sauvegarde sont instituées par arrêté du Ministre du commerce et du tourisme.

Article 5 - Les droits antidumping, droits compensateurs et surtaxes imposées pour des raisons de sauvegarde sont acquittés par les agents économiques importateurs et versés au budget de l'Etat.

Article 6 - En vue d'effectuer les enquêtes relatives à l'établissement de droits antidumping, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde, ainsi que les analyses des prix à l'exportation, l'Office de surveillance de la concurrence à l'importation et à l'exportation est créé au Ministère du commerce et du tourisme, dans les limites du nombre de postes approuvé. Au sein de l'Office de surveillance, il est institué une Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, ainsi qu'un Office des prix.

Article 7 - Les droits antidumping et compensateurs sont déterminés séparément pour chaque cas par décision définitive et exécutoire de la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde.

Article 8 - Le règlement d'application et les procédures de détermination des droits antidumping et compensateurs et des mesures de sauvegarde sont institués par arrêté commun du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances.

Article 9 - Les agents économiques fixeront dans les contrats conclus avec les partenaires étrangers des prix à l'exportation conformes aux prix couramment pratiqués dans le cadre de transactions commerciales normales sur le marché intérieur et sur le marché international.

Article 10 - En vue d'appuyer les activités d'exportation des agents économiques, l'Office des prix mettra en place un système d'information sur les niveaux de prix du marché international, par produits et groupes de produits, qui feront l'objet de publications périodiques.

A la demande des agents économiques, l'Office des prix fournira, à titre gracieux, des services consultatifs, notamment par écrit, concernant les prix pratiqués normalement pour des produits de qualité courante sur des marchés particuliers.

Article 11 - En application des dispositions du présent décret, l'Office des prix analysera périodiquement les niveaux des prix à l'exportation pratiqués par les agents économiques.

L'analyse des prix à l'exportation est effectuée, le cas échéant, à la demande des agents économiques ou sur l'initiative de l'Office des prix, au vu des déclarations en douane ou d'autres documents, ou encore lors du dédouanement.

Lorsque la vérification des déclarations en douane ou d'autres documents fait apparaître des infractions graves aux normes légales, le représentant de l'Office des prix en informe la Brigade financière qui applique les mesures prévues par la loi.

Si l'analyse effectuée à la frontière fait apparaître des infractions graves aux normes légales, les représentants de l'Office des prix peuvent ordonner la saisie des marchandises en douane aux frais des agents économiques.

Lors des vérifications ultérieures, il est aussi tenu compte des attestations écrites délivrées conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 10.

Article 12 - L'inobservation des dispositions de l'article 9 par les agents économiques est réputée être une contravention, si elle n'a pas lieu dans des conditions telles qu'elle relèverait du droit pénal, auquel cas elle serait passible d'une amende allant de 5 000 à 10 000 lei.

Les amendes peuvent aussi être infligées à des personnes morales.

Les contraventions au sens du présent décret sont constatées et les amendes imposées par la Brigade financière et par les organismes financiers centraux.

Les dispositions du présent décret sont complétées par les dispositions de la Loi n° 22/1990 sur la constatation et la punition des infractions.

Article 13 - Le Ministre du commerce et du tourisme établit par arrêté le règlement intérieur de la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, ainsi que celui de l'Office des prix.

Le PREMIER MINISTRE,
Theodor Stolojan

Bucarest, le 7 mai 1992
N° 228

MINISTERE DU COMMERCE ET DU TOURISME

ARRETE N° 127

CONCERNANT LE REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION
DES DROITS ANTIDUMPING, DES DROITS COMPENSATEURS
ET DES MESURES DE SAUVEGARDE

Vu le Décret n° 805/1990 sur l'organisation et le fonctionnement du Ministère du commerce et du tourisme,

Eu égard aux dispositions du Décret n° 228/1992 sur la protection des producteurs nationaux et du marché intérieur contre la concurrence déloyale résultant de l'importation de certains produits à des prix de dumping ou subventionnés, ainsi que d'exportations effectuées à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur,

Le Ministre du commerce et du tourisme arrête ce qui suit:

Article unique: Le ci-annexé "Règlement intérieur de la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde" est approuvé à la date du présent arrêté.

LE MINISTRE,
Constantin Fota

Bucarest, le 20 août 1992

Règlement intérieur de la Commission des droits
antidumping, des droits compensateurs et
des mesures de sauvegarde

La Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, ci-après dénommée "la Commission", est constituée dans le cadre de l'Office de surveillance de la concurrence à l'importation et à l'exportation, conformément à l'article 6 du Décret n° 228/7 mai 1992.

La Commission s'acquitte de ses tâches conformément au "Règlement d'application des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde", approuvé par l'Arrêté commun n° 128/24 août 1992 du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances, ainsi qu'au règlement intérieur approuvé par le présent arrêté.

Chapitre I - Enquête préliminaire

L'enquête préliminaire est effectuée à l'Office de surveillance de la concurrence à l'importation et à l'exportation par un groupe spécial composé du Directeur de l'Office et de deux experts.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Chapitre II - Enquête finale

L'enquête finale est effectuée par une commission composée de cinq membres comme suit:

- un représentant du Ministère du commerce et du tourisme (Office de surveillance de la concurrence à l'importation et à l'exportation), qui assume la présidence;
- un représentant du Ministère du commerce et du tourisme (Office des accords internationaux et des organisations commerciales);
- un représentant du Ministère du commerce et du tourisme (Département juridique);
- un représentant du Ministère de l'économie et des finances, désigné par le Ministre de l'économie et des finances;
- un représentant du Ministère de la justice, désigné par le Ministre de la justice.

Le Président et les membres de la Commission représentant le Ministère du commerce et du tourisme (Département du commerce extérieur) sont désignés par le Secrétaire d'Etat, Chef du Département.

La Commission est convoquée par le Président.

Les travaux de la Commission se déroulent en la présence de tous ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Chapitre III - Réexamen des décisions

Les décisions sont réexaminées par une commission constituée conformément au chapitre II ci-dessus.

Chapitre IV - Travaux du Groupe spécial et de la Commission

Les travaux du Groupe spécial et de la Commission se déroulent au siège du Ministère du commerce et du tourisme (Département du commerce extérieur), avec la participation des parties intéressées.

Les langues de travail du Groupe spécial et de la Commission sont le roumain et, sur demande expresse des parties en cause, l'anglais ou le français.

Les documents que les parties doivent présenter au Groupe spécial et à la Commission peuvent être rédigés en roumain, en anglais ou en français.

Les décisions du Groupe spécial et de la Commission sont rédigées en roumain et les traductions, en anglais ou en français, certifiées par le Groupe spécial ou par la Commission, peuvent être communiquées aux parties intéressées si celles-ci en font la demande.

Chapitre V - Mesures de sauvegarde

Les demandes en vue de l'adoption des mesures de sauvegarde sont traitées dans les trois mois suivant la date de leur inscription sur le Registre du Ministère du commerce et du tourisme par une commission constituée conformément au chapitre II ci-dessus.

Les représentants du Ministère de l'industrie ou du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, ou d'autres institutions intéressées, des producteurs, des importateurs et d'autres parties, selon le cas, sont invités à participer aux débats sans droit de vote.

La Commission soumet les conclusions de l'analyse au Ministre du commerce et du tourisme pour approbation.

Si, après avoir examiné les faits, la Commission estime que les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents ont subi ou risquent de subir un préjudice grave, elle proposera au Ministre du commerce et du tourisme d'assujettir les produits en cause à une surtaxe ou à un contingent de montant déterminé, de façon à limiter autant que possible l'incidence de cette mesure sur les échanges commerciaux. Les mesures proposées doivent être présentées séparément pour chaque position tarifaire.

Les contingents sont établis par arrêté du Ministre du commerce et du tourisme.

Les surtaxes sont imposées par décret, conformément aux règlements en vigueur, sur proposition du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances.

Les décisions sont publiées.

S'il ressort de l'analyse effectuée qu'il n'y a pas de raison bien fondée d'adopter des mesures de sauvegarde, les conclusions de la Commission seront communiquées au requérant.

MINISTERE DU COMMERCE
ET DU TOURISME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ARRETE COMMUN N° 128

CONCERNANT LE REGLEMENT D'APPLICATION DES DROITS ANTIDUMPING,
DES DROITS COMPENSATEURS ET DES MESURES DE SAUVEGARDE

Vu le Décret n° 805/1990 sur l'organisation et le fonctionnement du Ministère du commerce et du tourisme et le Décret n° 328/1991 sur l'organisation et le fonctionnement du Ministère de l'économie et des finances,

Eu égard aux dispositions du Décret n° 228/1992 sur la protection des producteurs nationaux et du marché intérieur contre la concurrence déloyale résultant de l'importation de certains produits à des prix de dumping ou subventionnés, ainsi que d'exportations effectuées à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur,

Le Ministre du commerce et du tourisme et le Ministre de l'économie et des finances promulguent le présent

ARRETE COMMUN

Article unique: Le ci-annexé "Règlement d'application des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde" est approuvé.

LE MINISTRE,
Constantin Fota

LE MINISTRE,
George Marius Danielescu

Bucarest, le 24 août 1992

Règlement d'application des droits antidumping, des droits
compensateurs et des mesures de sauvegarde

Article premier - Champ d'application

Le présent règlement énonce les dispositions applicables aux fins de la protection contre les importations effectuées à des prix de dumping ou subventionnées en provenance d'un pays exportateur ou d'un pays d'origine, ainsi que dans le cas d'importations dont le volume ou les modalités portent ou menacent de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux des produits similaires ou directement concurrents.

Article 2 - Dumping

A. Principes

1. Un droit antidumping peut être imposé sur tout produit faisant l'objet d'un dumping lorsque celui-ci est préjudiciable aux producteurs roumains et qu'il y a un lien de causalité entre le dumping et le préjudice.
2. Un produit est réputé avoir fait l'objet d'un dumping si son prix à l'exportation vers la Roumanie est inférieur à la valeur normale du produit similaire ou directement concurrent.

B. Valeur normale

3. La valeur normale est calculée comme suit:
 - a) Elle est réputée être le prix comparable effectivement payé au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'exportation ou le pays d'origine. Ce prix est net de tous rabais et remises directement liées à la vente considérée à condition que l'exportateur fasse savoir, preuves suffisantes à l'appui, qu'une réduction en ce sens a été effectivement accordée. Les rabais différés peuvent être pris en compte s'ils sont directement liés à la vente considérée et s'il est prouvé qu'ils relèvent d'une pratique constante qui leur est antérieure.
 - b) Lorsqu'aucune vente du produit similaire ou directement concurrent n'a lieu sur le marché intérieur du pays d'exportation ou du pays d'origine, ou lorsque de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, il est tenu compte des éléments suivants:
 - i) le prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté vers un pays tiers, ce prix pouvant être le prix à l'exportation le plus élevé mais devant être un prix représentatif; ou
 - ii) la valeur calculée, déterminée en additionnant le coût de production et une marge raisonnable de profit. Le coût de production est calculé compte tenu de tous les coûts, fixes et variables, encourus dans le pays d'origine au titre des matériaux et de la fabrication, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de commercialisation, d'administration et autres frais généraux. Les montants correspondant aux frais de commercialisation, d'administration et aux frais généraux ainsi qu'aux bénéfices sont calculés sur la base des dépenses

engagées et des bénéfices réalisés par le producteur ou l'exportateur lors de la vente des produits similaires sur son propre marché intérieur. Si ces données font défaut, ils sont calculés sur la base des dépenses engagées et des bénéfices réalisés par d'autres producteurs ou exportateurs dans le pays d'origine ou le pays d'exportation lors de la vente des produits similaires. Si aucune de ces deux méthodes ne peut être appliquée, les dépenses engagées et les bénéfices réalisés sont calculés sur la base des ventes effectuées par l'exportateur ou par d'autres producteurs dans le même secteur dans le pays d'origine ou le pays d'exportation ou sur toute autre base raisonnable.

- c) Lorsque l'exportateur dans le pays d'origine ne produit ni ne vend de produits similaires sur son marché intérieur, la valeur normale est déterminée sur la base des prix ou des coûts obtenus ou encourus par d'autres vendeurs ou producteurs dans le pays d'origine suivant la méthode indiquée aux alinéas a) et b) ci-dessus. Les prix ou les coûts obtenus ou encourus par le fournisseur de l'exportateur peuvent être considérés à cette fin.

4. Lorsqu'il y a des motifs raisonnables de penser ou de soupçonner que le prix auquel un produit est effectivement vendu dans le pays d'origine est inférieur au coût de production tel que celui-ci est défini au paragraphe 3 b) ii), les ventes effectuées à ces prix peuvent être considérées comme n'ayant pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales:

- a) si elles ont atteint un volume substantiel pendant la période visée par l'enquête telle qu'elle est définie à l'article 6.1 c) ci-après; et
- b) si elles ne sont pas effectuées à des prix permettant de couvrir, au cours d'opérations commerciales normales et pendant la période visée à l'alinéa a), tous les coûts suivant une répartition raisonnable.

En pareil cas, la valeur normale peut être déterminée sur la base d'autres ventes effectuées sur le marché intérieur à un prix non inférieur au coût de production ou sur la base des ventes à l'exportation vers des pays tiers ou de la valeur calculée, ou encore en ajustant le prix pratiqué compte tenu des éléments mentionnés plus haut de façon à éviter les pertes et à ménager un bénéfice raisonnable. Ce calcul de la valeur normale se fera sur la base des renseignements disponibles.

5. Dans le cas d'importations en provenance de pays autres que les pays à économie de marché, la valeur normale est déterminée sur la base des critères ci-après:

- a) le prix auquel le produit similaire d'un pays à économie de marché est effectivement vendu aux fins de la consommation sur le marché intérieur dudit pays; ou
- b) la valeur calculée du produit similaire dans un pays à économie de marché;
- c) au cas où ni le prix ni la valeur calculée déterminés conformément aux alinéas a) ou b) ci-dessus ne constituent une base appropriée, le prix effectivement payé pour le produit similaire est ajusté afin de tenir compte d'une marge raisonnable de bénéfice.

6. Lorsque qu'un produit n'est pas importé directement du pays d'origine mais d'un pays intermédiaire, la valeur normale sera le prix comparable effectivement payé pour le produit similaire sur le marché intérieur soit du pays d'exportation soit du pays d'origine. Ce dernier servirait de référence lorsque le produit ne fait que transiter par le pays d'exportation ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou de prix comparable dans le pays d'exportation.

7. Aux fins de la détermination de la valeur normale, les transactions entre des parties qui semblent avoir formé une association ou conclu entre elles un arrangement de compensation peuvent être considérées comme ne constituant pas des opérations commerciales normales à moins que les autorités compétentes ne soient convaincues que les prix et les coûts en cause sont comparables à ceux de transactions entre des parties n'ayant pas de tels liens.

C. Prix à l'exportation

8. a) Le prix à l'exportation est le prix effectivement payé pour un produit vendu à l'exportation, net de tous taxes, rabais et remises effectivement accordés et directement liés à la vente considérée. Les rabais différés peuvent aussi être pris en compte s'ils sont effectivement accordés et directement liés à la vente considérée.
- b) Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou lorsqu'il semble y avoir une association ou un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une partie tierce ou lorsque, pour d'autres raisons, le prix effectivement payé pour le produit vendu à l'exportation ne peut pas être pris en considération comme prix de référence, le prix à l'exportation peut être calculé sur la base du prix auquel le produit importé est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant, ou, si le produit n'est pas revendu à un acheteur indépendant ou n'est pas revendu dans l'état où il a été importé, sur toute autre base raisonnable. En pareil cas, les prix sont ajustés compte tenu de tous les frais intervenus entre l'importation et la revente ainsi que d'une marge raisonnable de profit. Ces frais comprennent ceux qui sont normalement à la charge de l'importateur mais qui ont été assumés par toute partie exerçant son activité à l'intérieur ou à l'extérieur de la Roumanie et qui semble liée à l'importateur ou à l'exportateur par l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation.

Ces ajustements tiennent compte normalement des éléments ci-après:

- i) les frais de transport, d'assurance, de manutention et de déchargement ainsi que les frais annexes habituels;
- ii) les droits de douane, droits antidumping et autres taxes exigibles dans le pays importateur;
- iii) une marge raisonnable correspondant aux frais généraux et aux bénéfices et/ou à toutes les commissions habituellement acquittées ou convenues.

D. Comparaison entre le produit en cause et les produits similaires

9. a) La valeur normale, déterminée conformément aux paragraphes 3 à 7 ci-dessus, et le prix à l'exportation, déterminé conformément au paragraphe 8 ci-dessus, sont comparés avec des données aussi proches que possible. Pour que la comparaison soit équitable dans chaque cas, il sera tenu compte, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, c'est-à-dire des différences concernant:
- i) les caractéristiques physiques des produits comparés;
 - ii) les impositions et droits à l'importation ainsi que d'autres droits indirects;

iii) les frais de commercialisation occasionnés par les ventes effectuées:

- à des niveaux commerciaux différents, ou
- en quantités différentes, ou
- suivant des conditions et modalités différentes.

b) Lorsqu'une partie intéressée demande un ajustement du prix considéré, elle doit justifier sa requête.

10. Tout ajustement relatif aux éléments affectant la comparabilité des prix, énumérés au paragraphe 9 a) ci-dessus, sera effectué, s'il est justifié, conformément aux règles énoncées ci-après:

a) Caractéristiques physiques:

La valeur normale déterminée conformément aux paragraphes 3 à 7 ci-dessus sera ajustée d'un montant correspondant à une estimation raisonnable de la valeur des différences dans les caractéristiques physiques du produit considéré.

b) Impositions et droits à l'importation et autres droits indirects:

La valeur normale sera réduite d'un montant correspondant aux impositions et droits à l'importation et à d'autres droits indirects éventuels, lorsque le produit considéré, destiné à la consommation dans le pays d'origine ou le pays d'exportation, est exonéré des impositions et droits à l'importation et d'autres droits indirects applicables au produit similaire et aux matériaux et matières premières entrant dans la composition de ce produit, ou lorsque ces impositions et droits sont remboursés à l'exportation dudit produit.

c) Frais de commercialisation:

i) Frais de transport, d'assurance, de manutention, de chargement et frais annexes

La valeur normale sera réduite du montant équivalent aux frais liés directement au produit, encourus au titre du transport du produit entre les locaux du producteur et le premier acheteur indépendant. Le prix à l'exportation sera réduit du montant équivalent aux frais liés directement au produit, encourus par l'exportateur au titre du transport du produit entre les locaux du producteur dans le pays d'exportation et sa destination en Roumanie. Dans les deux cas, ces frais comprennent les frais de transport, d'assurance, de manutention, de chargement et les frais annexes.

ii) Emballage

La valeur normale et le prix à l'exportation seront réduits des montants équivalents aux frais d'emballage du produit considéré qui sont directement liés à ce dernier.

iii) Crédit

La valeur normale et le prix à l'exportation seront réduits des montants équivalents au coût du crédit accordé pour la vente considérée. Le montant de la réduction sera calculé dans la monnaie indiquée sur la facture et en fonction du taux d'intérêt normal du marché pratiqué dans le pays d'origine ou le pays d'exportation.

iv) Garanties, assistance technique et autres services d'après-vente

La valeur normale et le prix à l'exportation seront réduits d'un montant correspondant aux frais occasionnés directement par les garanties, l'assistance technique et d'autres services d'après-vente.

v) Autres frais de commercialisation

La valeur normale et le prix à l'exportation seront réduits d'un montant correspondant aux commissions acquittées au titre des ventes considérées. Les rémunérations du personnel de vente, c'est-à-dire du personnel entièrement employé à des activités de vente directes, seront aussi déduites.

d) Montant de l'ajustement:

Le montant de tout ajustement sera calculé sur la base des données pertinentes pour la période couverte par l'enquête ou des données du dernier exercice pour lequel des renseignements sont disponibles.

e) Ajustements négligeables:

Il n'est pas donné suite aux demandes en vue d'ajustements qui sont négligeables par rapport au prix ou à la valeur des transactions visées, tels que les ajustements ayant un effet ad valorem inférieur à 0,5 pour cent du prix ou de la valeur en question.

E. Répartition des coûts

11. D'une manière générale, tous les coûts sont calculés sur la base des données comptables disponibles, leur répartition se faisant normalement et, au besoin, proportionnellement au chiffre d'affaires pour chaque produit et marché considérés.

F. Produit similaire

12. Aux fins du présent règlement, l'expression "produit similaire" s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

G. Techniques et moyens de comparaison

13. En cas de différence de prix:

- la valeur normale est en principe déterminée sur la base d'une moyenne pondérée;
- les prix à l'exportation sont en règle générale comparés à la valeur normale pour chaque transaction, sauf dans le cas où le recours à des moyennes pondérées fausserait sensiblement les résultats de l'enquête;
- les techniques de comparaison faisant appel, par exemple, aux prix les plus couramment pratiqués ou prix représentatifs peuvent être appliquées pour déterminer la valeur normale et les prix à l'exportation lorsque les transactions en cause atteignent un volume important.

H. Marge de dumping

14. a) L'expression "marge de dumping" s'entend du montant duquel la valeur normale dépasse le prix à l'exportation.
- b) Lorsque les marges de dumping sont variables, des moyennes pondérées peuvent être établies.

Article 3 - Subventions

1. Un droit compensateur peut être imposé en vue de neutraliser toute subvention accordée, directement ou indirectement, dans le pays d'origine ou le pays d'exportation, lors de la fabrication, de la production, de l'exportation ou du transport des produits destinés à être importés en Roumanie, et qui est à l'origine d'un préjudice.

2. Les subventions à l'exportation comprennent, de façon non exhaustive, les pratiques énumérées dans la "Liste exemplative de subventions à l'exportation" (annexe 1).

3. L'exonération d'un produit d'impositions et de droits directs ou indirects, tels qu'ils sont définis dans la liste exemplative de subventions à l'exportation annexée au présent règlement, auxquels sont effectivement assujettis les produits similaires et les matériaux qui y sont physiquement incorporés, lorsque le produit considéré est destiné à la consommation dans le pays d'origine ou le pays d'exportation, ou le remboursement desdits impositions et droits ne sont pas considérés comme une subvention aux fins du présent règlement.

4. a) Le montant de la subvention est déterminé sur la base de l'unité de mesure applicable au produit subventionné exporté vers la Roumanie.
- b) Lors de l'évaluation d'une subvention, la valeur des éléments suivants sera déduite du montant total de la subvention accordée au produit considéré:
 - i) toutes les redevances perçues au titre des formalités à remplir pour demander l'octroi de subventions ou le bénéfice d'une subvention;
 - ii) tous les taxes, droits ou autres impositions à l'exportation ainsi que d'autres impositions perçues à l'exportation du produit considéré vers la Roumanie qui ont expressément pour objet de compenser la subvention.

Lorsqu'une partie intéressée demande une telle déduction, elle doit justifier sa requête.

- c) Lorsque la subvention n'est pas accordée en fonction des quantités fabriquées, produites, exportées ou transportées, son évaluation se fera en divisant le montant de la subvention par le volume de la production ou des exportations des produits considérés sur une période appropriée, laquelle correspond en principe à l'exercice financier du bénéficiaire de la subvention.

Lorsque la subvention est accordée pour l'acquisition dans l'immédiat ou à l'avenir d'actifs fixes, son évaluation se fera en étalant la subvention sur une période correspondant au délai d'amortissement normal de tels actifs dans la branche de production considérée. Lorsqu'il s'agit d'actifs non susceptibles d'amortissement, la subvention est évaluée comme un prêt sans intérêt.

- d) Dans le cas d'importations en provenance d'un pays autre que les pays à économie de marché, le montant de la subvention est déterminé en comparant le prix à l'exportation, calculé conformément au paragraphe 8 de l'article 2, avec la valeur normale, déterminée conformément au paragraphe 5 de l'article 2. Cette comparaison est aussi régie par le paragraphe 10 de l'article 2.
- e) Lorsque le montant de la subvention est variable, des moyennes pondérées peuvent être établies.

Article 4 - Préjudice

1. Un préjudice n'est pris en compte que si les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping causent, par le biais des effets du dumping ou du subventionnement, un préjudice aux producteurs roumains ou si elles retardent sensiblement la mise en place d'une production nationale de produits similaires. Les préjudices causés par d'autres facteurs, tels que le volume, les modalités ou les prix des importations non subventionnées ni faisant l'objet d'un dumping, ou une contraction de la demande, qui, ensemble ou séparément, ont aussi des incidences défavorables sur la production nationale de produits similaires ou directement concurrents ne doivent pas être imputés aux importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping.

2. L'examen du préjudice porte sur les facteurs ci-après:

- a) Le volume des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping, notamment la question de savoir s'il y a eu augmentation importante de ces importations, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation en Roumanie.
- b) Les prix pratiqués pour les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping, notamment la question de savoir s'il y a eu sous-cotation importante du prix par rapport au prix d'un produit similaire en Roumanie.
- c) Les incidences sur les producteurs roumains de produits similaires telles qu'elles ressortent de l'évolution réelle ou tendancielle de certains facteurs économiques comme:
 - la production,
 - l'utilisation des capacités,
 - les stocks,
 - les ventes,
 - la part de marché,
 - les prix (baisse des prix ou obstacle à une hausse des prix qui, sans cela, serait intervenue),
 - les bénéfices,
 - le rendement des investissements,
 - le flux de liquidités,
 - l'emploi.

3. La détermination concluant à une menace de préjudice ne peut être effectuée que lorsqu'une situation particulière risque de déboucher sur un préjudice réel. A cet égard, il peut être tenu compte des facteurs ci-après:

- a) le taux d'accroissement des exportations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping vers la Roumanie;

- b) la capacité d'exportation, installée ou opérationnelle dans un avenir prévisible, du pays d'origine ou du pays d'exportation, et la probabilité que les exportations qui en résultent seront orientées vers la Roumanie;
- c) la nature de toutes les subventions et les effets commerciaux qui en résulteraient probablement.

4. L'effet des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping est évalué par rapport à la production roumaine des produits similaires lorsque les données disponibles permettent de définir celle-ci séparément. Lorsque la production roumaine des produits similaires ne peut pas être définie séparément, l'effet des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping est évalué par rapport à la production du groupe, ou gamme, de produits le plus étroit associé aux produits similaires, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être obtenus.

5. Les expressions "producteurs roumains" et "production roumaine" s'entendent de l'ensemble des producteurs roumains de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production roumaine totale de ces produits; toutefois:

- lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit qui fait prétendument l'objet d'un dumping ou de subventions, les expressions "producteurs roumains" et "production roumaine" pourront être interprétées comme désignant le reste des producteurs;
- dans des circonstances exceptionnelles, le marché roumain pourra, en ce qui concerne la production en question, être divisé en deux compartiments ou plus et les producteurs à l'intérieur de chaque compartiment pourront être considérés comme constituant une branche de production:
 - a) s'ils vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production sur ce compartiment du marché, et
 - b) si la demande sur le marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les autres producteurs en Roumanie.

En pareil cas, il peut être constaté qu'il y a préjudice même si une proportion majeure de la production roumaine totale des produits similaires n'est pas destinée au marché intérieur, à condition qu'il y ait une concentration d'importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping sur un compartiment isolé du marché et qu'en outre les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping causent un préjudice aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production commercialisée sur ce compartiment du marché.

Article 5 - Plainte

1. Toute personne physique ou morale, ou toute association ayant ou non personnalité juridique, agissant au nom des producteurs roumains, tels qu'ils sont définis au paragraphe 5 de l'article 4, qui se considère lésée ou menacée par une importation subventionnée ou faisant l'objet d'un dumping peut porter plainte par écrit.

2. La plainte doit comporter des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement, du préjudice en résultant, et d'un lien de causalité entre le dumping ou le subventionnement et le préjudice.

3. La plainte doit être présentée à la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde (ci-après dénommée "la Commission").
4. La plainte peut être retirée, auquel cas il est mis fin à la procédure, à condition que cette décision de clôture soit dans l'intérêt de la Roumanie.
5. Lorsqu'une plainte est déposée contre un cas de dumping ou de subventionnement, la Commission, avant d'ouvrir une enquête, engagera une consultation avec les autorités compétentes du pays d'exportation.
6. Lorsqu'il est manifeste après la consultation que la plainte ne comporte pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, la plainte sera considérée sans objet.

Si, après la consultation, il est manifeste que la plainte est justifiée, l'enquête est ouverte.

7. Lorsque, en l'absence de toute plainte, la Commission est en possession d'éléments de preuve suffisants concernant aussi bien le dumping ou le subventionnement qu'un préjudice en résultant pour un producteur roumain, ainsi que l'existence d'un lien de causalité entre ces faits, elle peut intervenir dès qualités.

Article 6 - Ouverture et déroulement de l'enquête

1. Lorsque la Commission considère qu'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, elle prendra immédiatement les mesures suivantes:

- a) Elle annoncera l'ouverture d'une procédure d'enquête officielle dans "Jurnalul Afacerilor" (le Journal des affaires), en indiquant le produit et les pays visés, en résumant les renseignements reçus et en précisant que toutes les informations pertinentes devront lui être communiquées.

Elle fixera un délai pendant lequel les parties intéressées peuvent faire connaître leurs vues par écrit et demander à être entendues conformément à la procédure prévue au paragraphe 5 ci-après; à cette fin, la Commission fait parvenir à chaque partie intéressée le questionnaire pertinent (voir les annexes 2, 3 et 4).

Le délai minimal pour les réponses et les auditions ne sera pas inférieur à trois mois à compter de la date de publication de la notification.

- b) Elle informera officiellement les exportateurs et importateurs intéressés, les plaignants ainsi que les représentants des pays d'exportation.
 - c) Elle ouvrira l'enquête, qui portera sur le dumping ou le subventionnement, le préjudice en résultant ainsi que le lien de causalité entre eux. L'enquête est effectuée conformément aux paragraphes 2 à 7 ci-après; l'enquête sur le dumping ou le subventionnement portera en principe sur une période antérieure d'au moins six mois à l'ouverture de la procédure.
2. a) La Commission s'efforcera d'obtenir toutes les informations qu'elle jugera nécessaires et, lorsque cela lui semblera opportun, examinera et vérifiera les registres des importateurs, exportateurs, négociants, agents, producteurs, associations et organisations commerciales dans le pays d'exportation ou le pays d'origine et en Roumanie.

- b) Au besoin, la Commission peut mener des enquêtes dans des pays tiers, à condition que les entreprises concernées et le gouvernement dudit pays tiers, auxquels une notification préalable officielle aura été envoyée, y consentent.
- 3. a) Le plaignant, l'importateur et l'exportateur concernés, ainsi que les représentants du pays d'exportation, peuvent prendre connaissance de toutes les informations mises à la disposition de la Commission par les parties intéressées, à condition de se conformer pleinement aux dispositions de l'article 7. A cette fin, les personnes intéressées peuvent adresser à la Commission une demande écrite précisant l'information souhaitée.
- b) Les exportateurs et les importateurs du produit soumis à enquête et, dans le cas d'un subventionnement, les représentants des pays d'exportation, peuvent demander à être informés sur les faits et considérations essentiels sur la base desquels la Commission envisage d'imposer des droits antidumping ou compensateurs définitifs ou de recouvrer certains montants à titre de garantie dans le cas où des droits antidumping ou compensateurs provisoires seraient imposés.
- c) i) Les demandes d'information présentées par les parties intéressées conformément à l'alinéa b) sont adressées à la Commission par écrit, précisant concrètement l'information souhaitée. Lorsqu'un droit antidumping ou compensateur provisoire est imposé, les demandes d'information doivent parvenir à la Commission 45 jours avant la publication de l'avis d'imposition dudit droit.
- ii) L'information peut être communiquée soit oralement soit par écrit selon que la Commission le jugera approprié. Elle est fournie sans préjudice de la décision qui sera prise par la Commission. Les informations confidentielles sont traitées conformément à l'article 7 ci-après.
- iii) Les informations demandées sont en principe communiquées au moins 30 jours avant l'imposition par la Commission des droits antidumping ou compensateurs définitifs, conformément à l'article 11 ci-après. Les observations éventuelles des parties intéressées sur les informations obtenues ne sont prises en considération que si elles sont reçues en temps utile, c'est-à-dire dans le délai prescrit pour chaque cas et fixé en fonction du degré d'urgence de la transaction mais en aucun cas inférieur à dix jours.
- 4. La Commission peut entendre les parties intéressées. L'audition a lieu si les parties intéressées en ont fait la demande dans le délai stipulé dans la notification publiée au Journal des affaires et si elles ont prouvé qu'elles sont concernées par les résultats de l'enquête et qu'elles ont des raisons fondées d'être entendues.
- 5. La Commission peut, sur demande, ménager aux parties directement intéressées l'occasion de se rencontrer de façon à permettre l'expression d'opinions divergentes et du refus éventuel des revendications. Elle tiendra compte de la nécessité de préserver le caractère confidentiel des renseignements et des possibilités réelles des parties d'assister à une telle rencontre. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre et l'absence d'une partie ne sera en aucune façon préjudiciable à sa cause.
- 6. a) Le présent article n'empêche pas la Commission d'agir avec diligence pour prendre des décisions préliminaires ou appliquer des mesures provisoires.

- b) Dans les cas où une partie intéressée ou un pays tiers refuse de donner accès aux renseignements nécessaires, ou ne les communique pas, dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, des constatations préliminaires ou finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Si la Commission constate qu'une partie intéressée ou un pays tiers lui a communiqué des informations erronées, elle peut ne pas en tenir compte et rejeter les revendications s'y rapportant.

7. Les procédures antidumping ou en matière de droits compensateurs ne font pas obstacle au dédouanement du produit considéré.

8. Une enquête est close soit parce qu'il y est mis fin soit parce qu'une décision définitive est prise en vue d'imposer des droits antidumping ou compensateurs. Les procédures doivent en principe prendre fin au plus tard un an après avoir été engagées.

9. Les décisions de la Commission de mettre fin à une enquête, d'appliquer des mesures provisoires ou d'imposer des droits antidumping ou compensateurs sont publiées au Journal des affaires.

Article 7 - Caractère confidentiel des renseignements

1. Les renseignements en la possession de la Commission et qui ont été portés à la connaissance des parties au cours de l'enquête seront uniquement utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été fournis.

- 2. a) La Commission et les parties intéressées ne divulgueront aucun renseignement reçu pour lequel le traitement confidentiel a été demandé par celui qui l'a communiqué, sans l'autorisation expresse de ce dernier.
- b) Toute demande de traitement confidentiel doit indiquer la raison pour laquelle les renseignements sont de nature confidentielle et doit être accompagnée d'un résumé non confidentiel des renseignements ou d'un exposé des raisons pour lesquelles un tel résumé ne peut être établi.

3. Les renseignements seront en principe considérés comme ayant un caractère confidentiel si leur divulgation risque de causer un tort notable à l'informateur ou à sa source d'information.

4. Toutefois, s'il apparaît qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si celui qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements en question.

La Commission peut aussi ne pas tenir compte des renseignements fournis lorsqu'une demande en ce sens est justifiée et que l'informateur refuse de fournir un résumé non confidentiel.

5. Le présent article n'empêche pas la Commission de divulguer les renseignements de caractère général, en particulier les raisons pour lesquelles les décisions ont été prises, ou les éléments de preuve sur la base desquels elle a pris sa décision. Ce faisant, elle doit tenir compte du fait que les parties concernées ont un intérêt légitime à empêcher la divulgation de leurs secrets commerciaux.

Article 8 - Engagements

1. Lorsque, au cours d'une enquête, des engagements sont proposés par les représentants de l'exportateur ou du gouvernement du pays exportateur ou du pays d'origine, que la Commission juge acceptables, il peut être mis fin à l'enquête sans que des droits antidumping ou compensateurs provisoires ou définitifs soient imposés.

Au cas où un engagement est conclu, les dépôts effectués à titre de garantie pour les droits antidumping ou compensateurs provisoires seront remboursés.

2. L'engagement énonce l'obligation pour l'exportateur ou le gouvernement du pays exportateur ou du pays d'origine:

- a) d'éliminer ou de limiter la subvention ou de prendre d'autres mesures pour en supprimer les effets préjudiciables; ou
- b) de revoir les prix de façon à supprimer soit la marge de dumping soit le montant de la subvention, soit les effets préjudiciables du dumping ou de la subvention, soit encore les exportations à des prix de dumping.

3. La Commission peut demander périodiquement à toute partie dont elle aura accepté un engagement de lui fournir des renseignements sur l'exécution dudit engagement, et d'en autoriser la vérification. Le refus de donner suite à cette demande sera considéré comme une violation de l'engagement.

4. Lorsqu'un engagement a été retiré ou qu'il y a des raisons fondées de penser qu'il a été violé, la Commission peut, après avoir donné aux parties intéressées la possibilité de présenter des renseignements et des éléments de preuve, décider d'imposer des droits antidumping ou compensateurs provisoires sur la base des faits qui ont été pris en considération avant l'acceptation de l'engagement.

En pareil cas, l'enquête est rouverte et se poursuit conformément à l'article 6 ci-dessus.

Article 9 - Droits antidumping et compensateurs provisoires

1. Lorsqu'il ressort d'une enquête préliminaire qu'il existe un dumping ou une subvention et des éléments de preuve suffisants du préjudice ainsi occasionné, de même qu'un lien de causalité entre ces faits, et qu'il importe, dans l'intérêt de la Roumanie, d'intervenir pour empêcher qu'un préjudice soit causé pendant la procédure, la Commission peut imposer un droit antidumping ou compensateur provisoire. En pareil cas, la mise en libre circulation des produits considérés en Roumanie est subordonnée au versement par l'importateur d'une garantie égale au droit provisoire.

2. La durée de validité des droits antidumping ou compensateurs provisoires est limitée à quatre mois. Dans des circonstances particulières, toutefois, elle peut être prolongée de deux mois. La prolongation ne peut avoir lieu que si la décision de maintenir les droits provisoires est prise au troisième mois de la durée d'application.

Article 10 - Décision finale

1. Lorsqu'il ressort de l'enquête qu'il existe un dumping ou une subvention, un préjudice ainsi occasionné et un lien de causalité entre ces faits, la Commission imposera un droit antidumping ou compensateur définitif.

2. a) Lorsqu'un droit provisoire a été appliqué durant l'enquête, la Commission peut décider le recouvrement à titre définitif du droit provisoire.
- b) Il ne sera pas décidé de recouvrer à titre définitif le droit provisoire à moins qu'il ne ressorte de l'enquête qu'il y a eu dumping ou subvention, un préjudice ainsi occasionné et un lien de causalité entre ces faits.

Article 11 - Dispositions générales concernant les droits antidumping et compensateurs

1. Aucun produit importé ne sera assujéti simultanément à des droits antidumping et compensateurs.
2. Chaque décision indiquera expressément le montant et la nature du droit (antidumping ou compensateur) imposé, le produit désigné par sa position tarifaire, le pays d'origine ou d'exportation et, le cas échéant, le nom du fournisseur.
3. Le montant du droit antidumping ou compensateur ne dépassera pas la marge de dumping ou le montant de la subvention accordée, et il sera fixé à un niveau approprié de façon à supprimer le préjudice.
4. Les règles d'origine stipulées par la réglementation intérieure en vigueur sont applicables pour déterminer le pays d'origine.
5. Les droits antidumping ou compensateurs sont recouvrés en sus des droits de douane et d'autres impositions perçus normalement à l'importation, conformément aux réglementations intérieures en vigueur.

Les droits antidumping ou compensateurs seront acquittés par les importateurs et versés au budget de l'Etat.

Les droits antidumping et compensateurs sont fixés en pourcentage de la valeur en douane.

6. a) En principe, les droits antidumping et compensateurs ne peuvent être ni imposés avec effet rétroactif, ni majorés pendant la mise en oeuvre de la décision.

Toutefois, si la Commission détermine que le préjudice causé durant l'enquête est important et qu'aucun droit provisoire n'a été appliqué pendant cette période, elle peut décider d'imposer l'application rétroactive des droits définitifs à partir de la date à laquelle le préjudice est réputé exister.
- b) Si le montant du droit définitif est inférieur à celui du droit provisoire, la différence sera remboursée.

Article 12 - Réexamen de la décision

1. Les décisions concernant l'imposition des droits antidumping ou compensateurs définitifs et, selon le cas, l'acceptation des engagements, sont susceptibles de réexamen. Le réexamen ne peut avoir lieu qu'un an après la date de la décision ou de l'engagement.
2. La procédure de réexamen de la décision ou de l'engagement peut être ouverte d'office ou à la demande d'une partie intéressée. Lorsque le réexamen est demandé par une partie intéressée, celle-ci doit prouver qu'il y a eu un changement dans les circonstances justifiant la nécessité du réexamen.

3. Lorsque la Commission constate que le réexamen est justifié, l'enquête est rouverte conformément à la procédure prévue à l'article 6 ci-dessus. La réouverture de l'enquête est sans préjudice des mesures établies par la décision finale.

4. Lorsque la décision finale antérieure est modifiée ou annulée à l'issue du réexamen, la nouvelle décision est immédiatement applicable, conformément aux articles 6 et 10 ci-dessus.

Article 13 - Validité de la décision

1. Les décisions concernant des droits antidumping ou compensateurs, ou un engagement, ne resteront pas en vigueur au-delà du délai et des limites nécessaires pour compenser le dumping ou la subvention ayant causé le préjudice, et en tout cas pas au-delà de cinq ans. La Commission publiera au Journal des affaires un avis sur la date d'expiration des mesures en question et informera les producteurs roumains concernés six mois avant cette date.

2. Lorsque la Commission réexamine la décision, d'office ou sur demande, à un moment quelconque pendant le délai de cinq ans, la dernière décision prise n'est pas applicable au-delà de la période prévue au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 14 - Mesures de sauvegarde

1. Les mesures de sauvegarde, c'est-à-dire la limitation des importations d'un produit ou d'une gamme restreinte de produits, sont adoptées uniquement après que la Commission a déterminé que ces produits sont importés sur le marché intérieur en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'ils portent ou menacent de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

2. La détermination de l'existence d'un préjudice ou d'une menace de préjudice grave pour les producteurs nationaux peut être effectuée par la Commission, d'office ou à la demande des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents ou de leurs associations.

Les demandes en vue de l'adoption de mesures de sauvegarde sont adressées à la Commission.

3. La Commission présente les conclusions de son analyse au Ministre du commerce et du tourisme, qui fait appliquer des mesures de sauvegarde conformément à l'article 4 du Décret n° 228/1992.

4. L'expression "produit similaire", au sens du présent chapitre, s'entend du produit tel qu'il est défini au paragraphe 12 de l'article 2 ci-dessus, et l'expression "produit directement concurrent" s'entend du produit destiné au même usage que celui du produit en question.

5. Pour déterminer l'existence d'un préjudice ou d'une menace de préjudice, il est tenu compte des éléments ci-après: le volume des importations enregistrées pendant une période antérieure de deux ou trois ans, comparé à celui des importations intervenues au cours des quatre à six derniers mois (non compris dans la période de deux à trois ans mentionnée plus haut), la situation des producteurs nationaux de produits similaires (diminution des capacités, production, chômage, etc.) et les facteurs qui en sont à l'origine, le délai nécessaire pour réparer le préjudice, et le type de mesures à adopter pour limiter les incidences sur les échanges commerciaux.

Article 15 - Dispositions finales

Dans tous les cas où des dispositions spéciales ne sont pas expressément mentionnées dans le présent Règlement, les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et, le cas échéant, celles de l'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général (Code antidumping), auxquels la Roumanie est partie, sont applicables.

ANNEXE 1

Liste exemplative de subventions à l'exportation

- a) Octroi par les autorités publiques de subventions directes à des entreprises ou à des branches de production en fonction de leurs résultats à l'exportation.
- b) Systèmes de non-rétrocession de devises ou toutes pratiques analogues impliquant l'octroi d'une prime à l'exportation.
- c) Tarifs de transport intérieur et de fret pour des expéditions à l'exportation, assurés ou ordonnés par les autorités publiques à des conditions plus favorables que pour les expéditions en trafic intérieur.
- d) Fourniture, par les autorités publiques ou leurs administrations, de produits ou de services importés ou d'origine nationale destinés à la production de marchandises pour l'exportation, à des conditions plus favorables que la fourniture de produits ou de services similaires ou directement concurrents destinés à la production de marchandises pour la consommation intérieure, si (dans le cas des produits) ces conditions sont plus favorables que celles dont leurs exportateurs peuvent bénéficier commercialement sur les marchés mondiaux.
- e) Exonération, remise ou report, en totalité ou en partie, des impôts directs ou des cotisations de sécurité sociale acquittés ou dus par des entreprises industrielles ou commerciales, qui leur seraient accordés spécifiquement au titre de leurs exportations. Nonobstant ce qui précède, le report des taxes et impositions susmentionnées ne constitue pas nécessairement une subvention à l'exportation lorsque, par exemple, des intérêts appropriés sont recouvrés.
- f) Déductions spéciales directement liées aux exportations ou aux résultats obtenus à l'exportation, qui, dans le calcul de l'assiette des impôts directs, viendraient en sus de celles accordées pour la production destinée à la consommation intérieure.
- g) Exonération ou remise, au titre de la production ou de la distribution des produits exportés, d'un montant d'impôts indirects supérieur à celui de ces impôts perçus au titre de la production et de la distribution de produits similaires lorsqu'ils sont vendus pour la consommation intérieure.
- h) Exonération, remise ou report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs sur les biens ou services utilisés pour la production des marchandises exportées, dont les montants seraient supérieurs à ceux des exonérations, remises ou reports des impôts indirects en cascade similaires perçus à des stades antérieurs sur les biens ou services utilisés pour la production de produits similaires vendus pour la consommation intérieure; toutefois, l'exonération, la remise ou le report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs pourront être accordés pour les marchandises exportées, même s'ils ne le sont pas pour les produits similaires vendus pour la consommation intérieure, si les impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs frappent des produits physiquement incorporés (compte tenu de la freinte normale) dans le produit exporté.
- i) Remise ou ristourne d'un montant d'impositions à l'importation supérieur à celui des impositions perçues sur les produits importés physiquement incorporés (compte tenu de la freinte normale) dans le produit exporté; toutefois, dans des cas particuliers, une entreprise pourra utiliser comme produits de remplacement des produits du marché intérieur en quantité égale à celle des produits

importés et ayant les mêmes qualités et caractéristiques afin de bénéficier de cette disposition, si les opérations d'importation et les opérations d'exportation correspondantes s'effectuent les unes et les autres dans un intervalle de temps raisonnable qui, normalement, n'excédera pas deux ans.

- j) Institution par les autorités publiques (ou par des organismes spécialisés contrôlés par elles) de programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, de programmes d'assurance ou de garanties contre la hausse du coût de production des produits exportés, ou de programmes contre les risques de change, à des taux de primes qui sont manifestement insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes.
- k) Octroi par les autorités publiques (ou par des organismes spécialisés contrôlés par elles et/ou agissant sous leur autorité) de crédit à l'exportation, à des taux inférieurs à ceux qu'elles doivent effectivement payer pour se procurer les fonds ainsi utilisés (ou qu'elles devraient payer si elles procédaient, sur le marché international des capitaux, à des emprunts remboursables dans les mêmes délais et libellés dans la même monnaie que le crédit à l'exportation), ou prise en charge de tout ou partie des frais supportés par des exportateurs ou des organismes financiers pour se procurer du crédit, dans la mesure où ces actions servent à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation.

Toutefois, si le pays d'origine est partie à un engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation auquel au moins 12 signataires originaires de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce sont parties au 1er janvier 1979 (ou à un engagement consécutif adopté par ces signataires originaires), ou si, dans la pratique, le pays d'origine ou d'exportation applique les dispositions dudit engagement en matière de taux d'intérêt, une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme à ces dispositions ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation.

- l) Toute autre charge pour le Trésor public qui constitue une subvention à l'exportation au sens de l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

NOTES

1. Aux fins du présent Arrêté:

L'expression "impôts directs" désigne les impôts sur les salaires, bénéfices, intérêts, loyers, redevances et toutes autres formes de revenu, ainsi que les impôts sur la propriété immobilière.

L'expression "impositions à l'importation" désigne les droits de douane, autres droits et autres impositions fiscales non énumérées ailleurs dans la présente note, qui sont perçus à l'importation.

L'expression "impôts indirects" désigne les taxes sur les ventes, droits d'accise, taxes sur le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée, impôts sur les concessions, droits de timbre, taxes de transmission, impôts sur les stocks et l'équipement, et ajustements fiscaux à la frontière, ainsi que toutes les taxes autres que les impôts directs et les impositions à l'importation.

Les impôts indirects "perçus à des stades antérieurs" sont les impôts perçus sur les biens ou services utilisés directement ou indirectement pour la production du produit.

Les impôts indirects "en cascade" sont des impôts échelonnés sur des stades multiples, qui sont perçus lorsqu'il n'existe pas de mécanisme de crédit ultérieur d'impôt pour le cas où des biens ou services imposables à un certain stade de production sont utilisés à un stade de production ultérieur.

La "remise" des impôts englobe les restitutions ou abattements d'impôts.

2. Le point h) ne s'applique pas aux systèmes de taxe sur la valeur ajoutée ni aux ajustements fiscaux à la frontière qui en tiennent lieu; le problème de la remise excessive de taxes sur la valeur ajoutée relève exclusivement du point g).

ANNEXE 2

Questionnaire (destiné aux plaignants)

Les requérants doivent remplir le questionnaire entièrement et avec exactitude. Ils doivent fournir tous les autres documents pertinents (factures, soumissions, et statistiques du commerce et de la production).

Les renseignements, en particulier s'ils sont de nature confidentielle, doivent être accompagnés d'une annexe confidentielle et d'un résumé non confidentiel, ainsi que d'un exposé expliquant la nécessité du traitement confidentiel.

Tous les requérants indiqueront les détails ci-après de façon concrète et précise, tels qu'ils en ont connaissance. Lorsqu'ils agissent au nom d'autres entreprises, ils prouveront leur qualité de représentant.

1. Plaignant

1.1 Nom et adresse

1.2 Producteurs au nom desquels le plaignant agit (1)

1.3 Importance des producteurs représentés par le plaignant en pourcentage de la production totale roumaine des produits considérés (2).

2. Produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention

2.1 Description précise des produits (caractéristiques techniques, usage exact, etc.)

- 1) Les adresses seront claires et complètes, indiquant, si possible, les numéros de téléphone, de télex et de télécopie
- 2) Lorsque le plaignant ne représente pas l'ensemble de la production nationale, les nom et adresse des autres producteurs seront indiqués

2.2 Positions ou sous-positions tarifaires

2.3 Droits de douane

2.4 Pays d'origine

2.5 Pays d'exportation

2.6 Nom et adresse des producteurs dans le pays d'origine

2.7 Nom et adresse des exportateurs vers la Roumanie dans le pays d'origine.

3. Valeur normale et prix à l'exportation

3.1 La valeur normale des produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention sera déterminée conformément aux dispositions de l'article premier du Décret n° 228/1992 sur la protection des producteurs nationaux et du marché intérieur contre la concurrence déloyale résultant de l'importation de certains produits à des prix de dumping ou subventionnés, ainsi que d'exportations effectuées à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur, et de l'article 2 de l'Arrêté commun n° 128/1992 du Ministère du commerce et du tourisme et du Ministère de l'économie et des finances concernant le règlement d'application des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde.

3.1.1 Valeur normale

3.1.2 Prix à l'exportation.

4. Préjudice

Les renseignements demandés ci-après concernent les produits dont il est présumé qu'ils font l'objet d'un dumping ou d'une subvention. Les chiffres portent sur les trois dernières années civiles et l'année en cours.

4.1 Evolution de la consommation en Roumanie (quantités):

19...

19...

19...

19...

4.2 Part du marché représentée par les importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention (en pourcentage):

19...

19...

19...

19...

4.3 Producteurs en Roumanie

4.3.1 Prix de revient

4.3.2 Prix de vente

4.4 Evolution de la production nationale (quantités):

19...

19...

19...

19...

4.5 Evolution de la capacité de production

4.6 Evolution des stocks

4.7 Ventes (volume et valeur):

4.7.1 Sur le marché intérieur

4.7.2 Exportations

4.8 Part du marché détenue par les producteurs nationaux (en pourcentage)

19...

19...

19...

19...

4.9 Evolution des prix (notamment baisse des prix ou obstacle à une hausse des prix qui, sans cela, serait intervenue)

4.10 Bénéfices/pertes (montant net avant prélèvement de l'impôt sur le bénéfice)

4.11 Niveau de l'emploi

4.12 Capacité d'exportation, installée ou opérationnelle dans un avenir prévisible, dans le pays d'origine ou dans le pays d'exportation, et probabilité que les exportations seront orientées vers la Roumanie.

ANNEXE 3

Questionnaire (destiné à l'importateur)

Le présent questionnaire doit permettre à la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde d'analyser la situation créée sur le marché roumain par l'importation (de/d') Il est dans votre intérêt de répondre de façon aussi exacte et complète que possible et de joindre des documents justificatifs.

Si les renseignements ne sont pas communiqués d'ici la Commission peut prendre des décisions préliminaires ou finales sur la base des données de fait disponibles.

A. INFORMATIONS GENERALES

1. Statut juridique et structure générale de l'entreprise

Précisez la nature de votre entreprise, sa raison sociale et son adresse, le numéro d'inscription dans le registre du commerce ainsi que le numéro de code statistique.

Indiquez les appellations et adresses de toutes vos succursales en Roumanie et à l'étranger, en précisant celles qui fabriquent le produit en question.

2. L'organisation de l'entreprise

Indiquez la direction de l'entreprise ainsi que toutes ses responsabilités. Indiquez les départements participant à l'importation du produit en question.

3. Le produit en question

Description conforme au tarif douanier.
Désignation commerciale.
Description des caractéristiques du produit.

4. Importations du produit en question

Pour la période mentionnée, précisez:

- les importations nécessaires à votre propre production;
- la quantité fournie par les producteurs nationaux;
- les importations destinées à votre propre production, à la production d'autres entreprises ou à la vente en l'état sur le marché roumain;
- les contrats d'importation (quantité, prix, partenaire);
- les offres prises en compte pour le choix du fournisseur;
- les données sur la base desquelles le fournisseur a été choisi;

- lorsque l'importation est effectuée dans le cadre d'une opération de troc ou de compensation, donnez une description détaillée de la transaction;
- énumérez dans un tableau toutes les importations effectuées pendant la période mentionnée, en indiquant les points suivants:
 1. Numéro de la facture
 2. Date de la facture
 3. Nom du partenaire et du pays
 4. Description du produit
 5. Quantité
 6. Prix unitaire
 7. Monnaie
 8. Montant facturé
 9. Conditions de livraison
 10. Conditions de paiement

Frais

11. Frais de transport à l'étranger
 12. Frais de transport dans le pays
 13. Assurance
 14. Emballage
 15. Autres frais de transport (manutention, dédouanement)
 16. Commissions
 17. Réductions, rabais, remises.
- Tout autre renseignement jugé nécessaire par la Commission pour l'affaire considérée.

ANNEXE 4

Questionnaire

(destiné aux producteurs et aux exportateurs)

Le présent questionnaire doit permettre à la Commission d'obtenir les renseignements qu'elle juge nécessaires à l'enquête antidumping. Il est dans votre intérêt de répondre de façon aussi exacte et complète que possible et de joindre des documents justificatifs, notamment des barèmes de prix et des factures. Si les renseignements ne sont pas communiqués à la Commission, celle-ci peut prendre des décisions préliminaires ou finales sur la base des données de fait disponibles.

Instructions générales sur la manière de remplir le questionnaire

1. Sauf indication contraire, les réponses doivent porter sur une période de 12 mois antérieure au premier jour du mois au cours duquel l'avis d'enquête a été publié au Journal des affaires;
2. Le cas échéant, les renseignements et les éléments de preuve à l'appui peuvent être fournis à titre confidentiel, les raisons du traitement confidentiel étant exposées dans la lettre d'accompagnement;
3. Tous les producteurs et exportateurs ayant reçu le présent questionnaire sont tenus de le remplir. Si vous n'êtes pas producteur du produit en question, vous devez remplir le questionnaire et demander également à votre fournisseur d'en faire de même.

A propos de la procédure antidumping

A. INFORMATIONS GENERALES

1. Statut juridique de votre entreprise
2. Propriétaire ou principaux actionnaires
3. Gamme de produits
4. Bénéfice total indiqué dans le dernier bilan annuel
5. Effectif total actuel du personnel
6. Etat des bénéfices ou des pertes tel qu'il est mentionné dans le bilan (veuillez joindre l'état financier pour les trois dernières années et indiquer séparément l'état des bénéfices ou des pertes pour le produit considéré).

B. QUANTITES VENDUES

Total des ventes du produit visé par la procédure ou d'un produit similaire effectuées au cours des quatre dernières années et pendant la période écoulée de l'année en cours:

1. Quantités vendues

19	19	19	19	19
----	----	----	----	----

- a) sur le marché intérieur;
- b) pour l'exportation vers la Roumanie;
- c) pour l'exportation vers d'autres pays (pays/valeur).

C. PRIX A L'EXPORTATION DU PRODUIT VISE PAR LA PROCEDURE

1. Prix unitaire payé ou payable par l'importateur:

- a) montant;
- b) monnaie stipulée dans le contrat de vente;
- c) conditions de livraison (par exemple, départ usine, f.a.b., c.a.f., etc.);
- d) conditions de paiement;
- e) réductions, rabais ou remises accordés sur le prix indiqué plus haut (précisez les conditions d'octroi):
 - sur la quantité
 - sur d'autres bases (précisez).

2. Nature et montant de tous les frais ou impositions s'ajoutant au prix départ usine et compris dans le prix indiqué ci-dessus:

- a) transport;
 - dans le pays d'exportation
 - hors du pays d'exportation
- b) assurance;
- c) autres frais particuliers (par exemple, pour l'emballage, le transport, le chargement, le déchargement, le stockage, le dédouanement, etc.), les montants étant indiqués séparément.

3. Nature et montant de tout paiement versé à des parties tierces à la suite des ventes (par exemple, à titre de redevances ou de commissions). Indiquez s'il en est tenu compte dans le prix.

4. Avez-vous conclu un accord d'association ou de compensation avec un acheteur quelconque en Roumanie, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une partie tierce? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails.

D. VALEUR NORMALE CALCULEE D'APRES LES VENTES INTERIEURES

1. Prix unitaire payé ou payable par des acheteurs non apparentés sur le marché intérieur pour le produit visé par la procédure ou pour un produit similaire:

- a) montant;
- b) conditions de livraison (livraison départ usine, y compris/non compris l'impôt sur les ventes ou les impôts analogues, etc.);
- c) conditions de paiement;
- d) réductions, rabais ou remises accordés sur les prix indiqués ci-dessus (précisez les conditions d'octroi):
 - sur la quantité
 - sur d'autres bases (précisez).

2. Liste des clients apparentés à votre entreprise ou avec lesquels vous avez conclu des accords de compensation, indiquant de façon détaillée les prix facturés à ces clients et les quantités en cause.

3. Nature et montant des frais s'ajoutant aux coûts départ usine dont il est tenu compte dans les prix indiqués aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus:

- a) transport;
- b) assurance;
- c) autres (précisez: emballage, transport, chargement, déchargement, stockage, dédouanement, etc.), les montants étant indiqués séparément.

4. Nature et montant de tout paiement versé à des parties tierces à la suite des ventes (par exemple, au titre de redevances et de commissions). Indiquez s'il en est tenu compte dans le prix.

5. Répartition des ventes intérieures totales entre les différents utilisateurs (actionnaires, grossistes, consommation interne, entreprises associées ou apparentées, etc.).

E. VALEUR NORMALE CALCULEE D'APRES LES EXPORTATIONS VERS D'AUTRES PAYS OU D'APRES LE COUT DE PRODUCTION

(A remplir uniquement dans les cas ci-après:

- i) il n'y a aucune vente intérieure d'un produit similaire; ou
- ii) les ventes intérieures du produit similaire ne permettent pas une comparaison appropriée; ou
- iii) le produit similaire est vendu à perte sur le marché intérieur; ou
- iv) vous êtes expressément invité à le faire.

Sauf dans le cas prévu à l'alinéa i), il est toutefois nécessaire de répondre à la section D.)

1. Exportations vers d'autres pays:

- a) Prix unitaire payé ou payable sur divers marchés:
 - i) montant;
 - ii) monnaie stipulée dans le contrat de vente;
 - iii) conditions de livraison (f.a.b., c.a.f., etc.);
 - iv) conditions de paiement;
 - v) réductions, rabais ou remises accordés sur le prix indiqué ci-dessus (précisez les conditions d'octroi):
 - sur la quantité
 - sur d'autres bases (précisez).
- b) Nature et montant de tous frais s'ajoutant au coût départ usine dont il est tenu compte dans le prix indiqué ci-dessus:
 - i) transport:
 - dans le pays d'exportation
 - hors du pays d'exportation
 - ii) assurance;
 - iii) autres (à préciser: par exemple, emballage, transport, chargement, déchargement, stockage, dédouanement, etc.) les montants étant indiqués séparément.
- c) Nature et montant de tout paiement versé à des parties tierces à la suite des ventes (par exemple, à titre de redevances ou de commissions). Indiquez s'il en est tenu compte dans le prix.
- d) Avez-vous conclu un accord d'association ou de compensation avec un client dans le pays de destination, directement ou par l'intermédiaire d'une partie tierce? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails.

2. Coût de production pour le produit visé par la procédure

Les chiffres porteront sur les ventes effectuées pendant la période précisée dans les instructions générales. Si les données sont fondées sur les coûts standard et non les coûts réels, décrivez la méthode utilisée pour calculer les coûts standard, la fréquence de leur révision et les différentes variables utilisées.

a) Coût des matériaux:

(Veuillez indiquer les coûts totaux des matières premières, y compris les frais de transport intérieur, les droits et les autres dépenses engagées pour les obtenir. Indiquez séparément les principales matières premières, leur importance relative et coût unitaire.)

b) Coût direct de main-d'oeuvre:

(Y compris le coût de toute activité rémunérée identifiée ou associée à un produit ou procédé particulier. Le coût comprend le salaire de base, la rémunération des heures supplémentaires, les primes d'incitation, les gratifications, les suppléments pour travail posté, les prestations salariales - logement, congés payés, retraite, programmes de sécurité sociale, par exemple - et tout autre frais lié à la main-d'oeuvre. Précisez la productivité moyenne du travail, mesurée d'après la méthode généralement employée dans votre secteur.)

c) Frais généraux:

- frais généraux de fabrication;

(Y compris tous les faux frais et dépenses liés à la production du produit. Il est nécessaire d'indiquer séparément au moins les éléments ci-après: main-d'oeuvre indirecte - y compris la main-d'oeuvre contractuelle -, surveillance, amortissement, location, énergie, entretien et réparation, et tout autre poste représentant 5 pour cent ou plus du total des frais généraux de fabrication. Précisez aussi les ajustements comptables des stocks, tels que les ajustements de fin d'année au vu des stocks effectifs et des réserves.)

- coûts financiers;

- frais d'emballage;

- frais de commercialisation, frais généraux et frais administratifs;

(Y compris toutes les autres dépenses engagées. Indiquez séparément tous les postes représentant plus de 5 pour cent du total correspondant à cette rubrique.)

d) Bénéfices/pertes (montant net avant impôts), les coûts indiqués ci-dessus étant déduits du chiffre d'affaires.

e) Niveau de bénéfice considéré raisonnable pour ce produit.

f) Existe-t-il un élément entrant directement dans la production du produit considéré qui serait fourni par une partie avec laquelle votre entreprise a formé une association ou conclu un accord de compensation?

F. TOLERANCES

1. Différences dans les caractéristiques physiques du produit:

Lorsque le produit vendu sur le marché intérieur de votre pays ou (dans le cas visé au paragraphe E.1) sur d'autres marchés n'est pas identique à celui qui est exporté vers la Roumanie, indiquez la nature de toute différence, son incidence sur la valeur marchande du produit dans votre pays ainsi que sur les coûts de production.

2. Différences de quantités:

Lorsqu'un écart entre le prix à l'exportation et la valeur normale est imputable en totalité ou en partie au fait que les quantités en cause sont différentes, et que vous souhaitez en faire tenir compte, indiquez:

- a) la période pendant laquelle un rabais de quantité a été couramment accordé au cours d'opérations commerciales normales sur le marché pris en compte pour le calcul de la valeur normale, ainsi que la part des échanges sur ce marché qui en ont bénéficié;
- b) les économies réalisées du fait de la production de quantités différentes.